

« On ne peut pas être de gauche et défendre Uber »

BRUXELLES Rudi Vervoort, ministre-président, met les points sur les i après la révolte des taxis

BRUXELLES Rudi Vervoort, ministre-président, met les points sur les i après la révolte des taxis

► « Je le dis calmement : Pascal Smet doit revoir sa copie. Il veut la mort des taxis, pas le PS. »

► Didier Reynders prédit qu'une victoire de la N-VA à Bruxelles rendrait le MR incontournable : « Il est complètement à côté de la plaque ! »

ENTRETIEN

La semaine bruxelloise fut agitée. D'abord par le clash entre les taxis et le ministre de la mobilité Pascal Smet (SP.A), et la paralysie de la capitale mardi. Le lendemain, trois partis néerlandophones (Open VLD, CD&V et N-VA) bloquaient le décomul des mandats. Quelques heures plus tard, à la surprise générale, le gouvernement annonçait la réforme, tant attendue, des allocations familiales. Rudi Vervoort (PS), ministre-président, recadre. A commencer par Pascal Smet...

La colère des taxis, c'est la faute à Pascal Smet ?

(Il prend un moment pour réfléchir.)
Tout est une question de méthode. J'ai dû gérer le cas d'un autre géant américain dans le secteur du logement, Airbnb. On est arrivés à un texte équilibré qui ne leur plaît pas, mais ce n'est pas mon problème. La loi protège à la fois le secteur hôtelier et ceux qui font de l'habitation dans l'esprit de ce que doit être le nomadisme urbain. Si on applique la recette d'Uber à ce cas, on se retrouve avec des quartiers désertifiés où on ne loue plus que du Airbnb, vu que ça rapporte plus. C'est inadmissible.

Uber et les autres géants américains sont dangereux ?

Il faut prendre conscience que socialement, c'est imbuvable comme modèle. Quand je vois ces gamins à vélo avec leurs paquets UberEats ou Deliveroo sur le dos, je me dis qu'on rentre dans une forme d'esclavage. Ils travaillent pour un salaire de misère avec un statut inexistant. Les restaurateurs n'en profitent pas non plus puisque les plateformes captent une marge de 30%. En bref, elles prennent l'oscille et se tirent.

Mais Uber est bien là. Que faire ?

L'accord que l'on doit trouver à Bruxelles vise à réformer le secteur des taxis. Je crois que le message est passé auprès du secteur. Il faut que ça change. Il n'est pas normal de ne pas pouvoir payer par carte. Il faut plus de transparence. Le blocage dessert les taxis. Leur sort n'est pas amélioré alors que la concurrence est renforcée puisque la Flandre et la Wallonie distribuent des licences Uber en vœux-tu, en voilà. J'avais prévenu Pascal Smet qu'il devait « concerter » réellement et se rendre de nouveau crédible auprès des taxis. On a demandé l'avis des partenaires sociaux, il est négatif. Si le ministre de la Mobilité revient avec le même projet en seconde lecture, en disant qu'il a dialogué mais que c'est quand même lui qui a raison, je le dis calmement : ce sera « non » du côté du Parti socialiste. Pascal Smet doit revoir sa copie.

La manifestation de mardi, c'était donc bien de sa faute, à vous entendre.

Une manifestation découle du fait qu'il y a un problème... Les taxis ont voulu lancer un appel. Je les ai rencontrés et ils ont accepté de revenir à la table des discussions. La balle est dans le camp de Pascal Smet.

Certains reprochent au PS de jouer un double jeu dans ce dossier...

Et Pascal Smet va même très loin en disant qu'on est vendus à un secteur mafieux... Pour un parti frère, le SP.A, c'est quand même grave. Surtout qu'au niveau communal, ils ne tiennent pas ce genre de propos. J'aimerais qu'ils accordent leurs violons. C'est le SP.A qui

tient un double discours. Il est gentil au niveau local et nous tape dessus au niveau régional. Je veux lancer un appel à leur président, John Crombez : il faut mettre de l'ordre dans le SP.A à Bruxelles. Revenir à la raison.

Comme chef du gouvernement, vous ne pouvez pas prendre la décision d'écarter tout simplement Pascal Smet ?

Chaque réunion du gouvernement est devenue une séance de thérapie. Tous les ministres passent beaucoup de temps à discuter, à lui expliquer ce qu'il faudrait faire, ce qu'on attend de lui. Nous avons été clairs sur le fait que son plan taxi ne pouvait pas passer sans certaines conditions. Plusieurs points clés doivent encore être discutés comme le nombre de licences autorisées. Pascal Smet veut la mort du secteur des taxis, pas le PS. Si on ouvre le secteur, il faut organiser des contrôles afin d'évacuer les chauffeurs qui n'ont pas à travailler à Bruxelles.

Pascal Smet est-il de gauche ?

Il a dit qu'il incarnait le mouvement « progressiste et moderne ». Je ne suis pas là pour donner des labels, mais on ne peut pas être de gauche et défendre Uber, comme les autres plateformes. C'est vrai que les gens aiment bien les utiliser mais il y a toujours quelqu'un derrière pour vous livrer. Ceux-là font un travail pénible, dangereux et leur avenir est plus qu'incertain. Ils se retrouvent pieds et poings liés à des géants anonymes. Je ne pourrai jamais défendre cette manière de fonctionner et personne ne me fera changer d'avis.

On dit le gouvernement bruxellois au bord de la dislocation...

Il ne faut pas tout mélanger. Les tensions que l'on peut voir au parlement ne mettront pas le feu dans mon gouvernement. On connaît les positions de chacun. Il y a eu une « crise » avec le CDH mais demandez à Céline Fremault, je crois que l'on n'est plus dans cette configuration. La plus belle preuve, c'est l'accord sur les allocations familiales. On est capable d'aboutir sur de grands dossiers. ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERMÉ
DAVID COPPI

compétences « Régionaliser l'enseignement et la culture ? Je ne suis ni demandeur ni preneur »

Allocations familiales : avec 150 euros, le montant bruxellois est inférieur au flamand et au wallon...

C'est vrai au-delà d'un certain revenu car nous avons un système adapté à la situation sociale et sociologique, qui prévoit des suppléments : on privilégie des familles qui sont en dessous de 31.000 euros - on ne s'en cache pas. Mais pour moi, l'enjeu majeur, c'est le fameux basculement pour toutes les familles en même temps, en 2019. Seul Bruxelles fait cela. On a le système le plus juste et le plus redistributif.

Reste à le financer : 30 millions, au détriment d'autre chose...

Non. Trente millions sur un budget d'un milliard, c'est gérable. Et nous mettons en place un monitoring pour coller à l'évolution sociologique. La réforme fiscale bruxelloise devrait dégager des marges budgétaires. Et il y a d'autres pistes de financement. On s'est dit ceci : on ne peut pas engager le futur gouvernement sur les mesures qui seront prises, mais en revanche, un ou plusieurs partis qui ont conclu cet accord sera ou seront là après les prochaines élections - je vois mal un exécutif MR-Ecolo-PTB -, donc il y aura une continuité, la réforme est assurée.

Avec la scission des allocations familiales, on fait un pas symbolique et concret dans la régionalisation plus généralement ?

Oui. Si vous me donnez des compétences et des capacités d'agir, j'utiliserai tous les moyens dans l'intérêt des Bruxellois. Je suis un régionaliste. Les allocations familiales, c'est emblématique.

Demain, l'enseignement et la culture ?

Bruxelles, c'est aussi une communauté flamande - nous ouvrons 8.000 places en primaire, ils en ouvrent 4.000, ce n'est pas rien, ils font un gros effort -, et la Flandre ne lâchera jamais son enseignement aux Bruxellois. J'en ai la conviction profonde. La culture, on peut l'imaginer à terme. Mais l'enseignement, non. Donc, oublions les Flamands. Nous serons juste entre francophones. Or, en cas de régionalisation de la compétence, il n'est pas imaginable qu'ils aient leur mot à dire sur l'enseignement francophone. Ce serait donc la Cocof qui aurait à gérer notre enseignement, et ça, c'est mort budgétairement,

sauf à considérer qu'elle pourrait se voir attribuer un pouvoir fiscal, ce qui nécessiterait de modifier des lois au fédéral, ce qui est impensable.

Donc ?

Donc, la régionalisation de l'enseignement, je ne suis ni demandeur ni preneur. En revanche, je retiens ce que Jean-Claude Marcourt avait dit : il faut déconstruire pour reconstruire. Envisager les choses différemment. Pas deux enseignements différents, mais adaptés aux défis spécifiques. En fait, la ligne de fracture est surtout urbaine-périurbaine/rurale. Bruxelles concentre tous les problèmes liés à la ville, mais c'est les mêmes qu'à Liège, à Charleroi, et ce débat-là vit très fort, notamment dans le débat interne aux Wallons. Je ne préjuge pas de ce que sera le congrès wallon du PS en novembre, c'est un fait politique important pour le PS vingt-sept ans

après Ans, il y aura sans doute un débat plus largement sur une réappropriation plus forte des moyens.

Revenons à un autre « basculement : Didier Reynders veut un « changement » à Bruxelles, avec la N-VA...

Il y a une banalisation du discours de la N-VA et les francophones, je sens ça, vivent un peu dans une espèce de fascination-répulsion par rapport à ce parti alors que son discours est inacceptable. Cela étant, avec son « coup » en 2017, Benoît Lutgen a amené un autre clivage de facto : MR et CDH d'un côté, de l'autre PS, Défi, Ecolo...

C'est la prochaine coalition ?

Je n'ai pas dit ça. Je préférerais toujours la coalition la plus progressiste, c'est ma ligne de conduite, mais l'électeur donne les cartes. Non, je veux dire que Didier Reynders oublie qu'il y a une dynamique francophone et une flamande, que les coalitions se font distinctement. Donc, s'il croit qu'une victoire de la N-VA rendra le MR incontournable, il est complètement à côté de la plaque.

Si la N-VA perce côté flamand, et s'impose dans la majorité ?

Il faudra faire avec. Mais il faut savoir que je n'accepterai jamais la paralysie des institutions, le blocage. Si la N-VA est là, nous passerons « en force » s'il le faut : en provoquant, sur les matières où c'est nécessaire, un deuxième vote qui ne requiert pas la double majorité. Je ne crois pas au discours d'une N-VA qui aime Bruxelles. C'est bullshit. ■

Propos recueillis par
M. BMÉ. ET D. CI

SOCIÉTÉ

« Je suis pour la légalisation du cannabis »

Plus de 5.000 procès-verbaux ont été dressés à Bruxelles pour détention de cannabis en 2016. Un chiffre qui explose alors que de plus en plus de voix s'élèvent, à gauche surtout, en faveur d'une légalisation. « À titre personnel, pour des adultes, je suis pour, affirme Rudi Vervoort. Il faut arrêter de croire qu'on vit dans un monde où ça n'existe pas. Le pétard du samedi soir, franchement, ou celui qui cultive son petit plant chez lui, il y a plus grave.

C'est vraiment un domaine où on mesure le clivage entre ceux pour qui c'est récréatif et les autres. Les premiers peuvent s'en procurer dans des bonnes conditions alors que le jeune dans un quartier, il va devoir se rabattre sur de la mauvaise qualité dans un contexte qui peut l'emmenner vers la délinquance. Aujourd'hui, celui qui est condamné à quinze ans pour détention, on va pouvoir lui ressortir toute sa vie. Je ne veux pas inciter à consommer, mais il faut franchement arrêter. »

Il aborde le sujet avec décontraction, mais la question - la consommation de drogue - préoccupe le ministre président bruxellois : « Il faut combattre les drogues de synthèse qui sont devenues plus dangereuses que l'héroïne par exemple, un peu ringardisée à l'heure actuelle. On fait un vrai travail sur la dimension mentale avec la création de salles de shoot. La drogue exacerbe les désordres mentaux. Il faut protéger cette population qui est physiquement et mentalement en danger. Le gouvernement a repris la tutelle sur la gestion de l'ASBL Transit (un centre de crise et d'urgence qui accueille et héberge des usagers majeurs, en situation de crise psychosociale NDLR) en situation de crise psychosociale. On va la doter d'un bâtiment dans lequel on installera une salle de shoot. »

M.BMÉ, D.CI

ANALYSE

Miracle

Rudi Vervoort remonte les bretelles à Pascal Smet. Au passage, replace le curseur à gauche. Se paie le gouvernement fédéral : « Ils nous traitent avec mépris, mais qu'auront-ils réalisé, quel bilan, que restera-t-il ? Le shift fiscal ? Les pensions ? Il faudra tout reconstruire. » Vante son bilan en Région bruxelloise : « Garantie jeunes, contrats d'insertion, nos taux de chômage sont en diminution spectaculaire. » Exalte la réforme des allocations familiales : « La plus juste et la plus redistributrice du pays »... N'en jetez plus. Mais tout cela - il en convient off the record, et ce n'est pas un secret - ne lui facilitera pas la tâche pour autant : la campagne des communales, et des régionales juste derrière, sera tout en pente. Car la mobilité est une croix, le ministre en charge, un calvaire. Les tunnels, les bouchons, les taxis, tout cela peut emporter l'exécutif au jugement dernier. Et « tout occulter », comme on entend le ministre-président penser tout haut.

Ajoutez que Didier Reynders et la N-VA sont en embuscade. Rudi Vervoort s'inquiète de la « fascination-répulsion » des francophones : « Si la N-VA fait un gros score, vous croyez que ce sera seulement avec les voix flamandes ? Je ne le crois pas. Vous verrez, ils feront une campagne en français. L'extrême droite l'a toujours fait. » Les deux, Didier Reynders et la N-VA, promettent du « changement », du « leadership », en substance l'alternative, de l'ordre, de la sécurité : « Vous avez vu l'imbraglio des avions au fédéral ? Et aux Finances avec Van Overtveldt ? Et Francken ? C'est déplorable. Les pensions ? Il va falloir tout réécrire. La sécurité ? Anvers est le Marseille du Nord pour le trafic de stupéfiants ! Mais est-ce qu'on en fait des pages ? Ici, il se passe un truc, c'est le feu dans les médias, un cataclysme... »

« Rien n'est perdu, oh non ! », mais les cloches sonnent et l'on sent bien - l'interview à elle seule en témoigne - que le ministre de la Mobilité a un peu, beaucoup le sort de ses petits camarades de gouvernement en main. Rudi Vervoort attend un miracle Pascal.

M.BMÉ ET D.CI